



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Violence sociale, violence policière, ça suffit Ripostons dans la rue le 15 novembre

NPA La Défense - AXA Nanterre

Mercredi 5 novembre 2014

La politique du gouvernement Hollande-Valls suscite un désaveu toujours plus profond. Pour empêcher que la colère ne se transforme en mobilisations, il met préventivement en œuvre la seule politique qui lui reste : la répression. Les prétendues bavures ne sont que la conséquence inévitable de l'utilisation de la force contre celles et ceux qui refusent les politiques patronales et gouvernementales. Rémi Fraisse a été tué par une grenade offensive lancée par les gardes mobiles alors qu'il manifestait pacifiquement contre le barrage de Sivens. Il est la victime non d'une bavure mais d'une politique cohérente.

Cohérence répressive

Depuis plusieurs mois le gouvernement multiplie les mesures répressives. Violences policières systématiques contre les opposantEs à l'Ayraultport de Notre-Dame-des-Landes, interdiction des manifestations en solidarité avec le peuple palestinien, répression à La Poste, dans l'automobile, dans les magasins, à la SNCF, à l'Inspection du travail, etc. Violences répétées contre les migrants sans-papiers, les Roms, les demandeurs d'asile. Criminalisation des militantEs de la Confédération paysanne contre l'usine des 1000 vaches dans la Somme. Et en prime, une loi qui au nom de la lutte contre le terrorisme vise à fliquer toute la population.

Cohérence antisociale

Patronat et gouvernement calomnient les plus pauvres, attaquent les chômeurs, traitent de « privilégiéEs » les fonctionnaires, les travailleurs employés en CDI. Le patronat se sent légitimé et soutenu dans une même politique répressive. Le Pacte de compétitivité vient faire régner au cœur des entreprises une insécurité sociale dont le chômage fournit le socle permanent. La répression des syndicalistes, de toutes celles et ceux qui

refusent les diktats patronaux est devenu le vrai visage du dialogue social des amis de Valls. Les institutions représentatives du personnel, fragiles barrières légales qui donnent des moyens ou protègent les représentants des salariéEs sont dans la ligne de mire du MEDEF.

Fort de nos faiblesses

C'est l'ensemble de cette politique qu'il faut combattre. Impossible de séparer riposte sociale et riposte antirépressive. Des années de reculs sociaux, de défaites, suscitent doutes et hésitations. Le basculement définitif d'un gouvernement que beaucoup imaginaient de « gauche » dans le camp du patronat, des nantis, ajoute au sentiment d'absence d'alternative. L'attitude des directions syndicales, au mieux embourbées dans le dialogue social, au pire soutenant totalement la politique gouvernementale conforte ce sentiment.

Reprendre l'initiative

Malgré ces difficultés, des résistances, des ripostes existent. Leur isolement autant que les politiques répressives n'ont pas permis de victoire significative. Mais elles constituent un point d'appui pour reprendre l'initiative. La mobilisation qui se dessine, notamment dans la jeunesse, peut remettre en cause le scénario du gouvernement. **Dans le même temps les forces politiques, associatives, syndicales, à l'initiative des manifestations du 12 avril dernier appellent à de nouvelles manifestations le 15 novembre pour affirmer notre rejet d'un budget symbole de la politique de reculs sociaux répondant aux exigences du MEDEF.** Ces mobilisations doivent redonner confiance et permettre de regagner du terrain, d'interdire au gouvernement de poursuivre une politique qui ajoute la violence d'Etat à la violence de l'austérité.

Pour nous contacter npaladefense@laposte.net

DEGRAISSER LE MAMMOUTH

En Région Parisienne, sur les activités des marchés Entreprise ou Particuliers-Professionnels, la direction ferme des services qu'elle transfère en Province. En province, elle ferme des activités sur des sites pour les transférer sur un autre site de province.

Dans les différentes entités, elle transfère des activités à des collègues, salariés du groupe AXA, mais avec moins de droits sociaux ou moins bien payés, au Maroc ou en France à l'UGIPS et à la Sogarep.

Non aux suppressions de postes et au moins disant social.

LANGUE DE BOIS

Sur les activités dites de Support ou de Services, la direction travaille avec des sociétés extérieures, parce qu'elle peut se débarrasser de ces « ressources » du jour au lendemain.

Après la taylorisation des services de gestion, l'industrialisation, la mutualisation, la direction voudrait gérer « ses ressources humaines » comme dans une usine automobile à flux tendu.

Quand elle parle d'« entreprise agile », elle veut dire flexibilité. Gare aux retours d'élastique !

TROIS PETITS TOURS ET PUIS S'EN VONT

Cette année, la direction d'Axa France Service fait son numéro au Cirque Gruss : petits fours et cocktail. Quelle sera la suite du show ? Toujours plus de boulot et une réorganisation pour mieux participer aux réorganisations des collègues d'Axa France ?

Après la fête, la gueule de bois.

DES CHIFFRES ET DES LETTRES

Avec Alliance pour la Jeunesse, AXA fait sa Com' en disant qu'elle va embaucher ou qu'elle aide des jeunes à trouver un emploi.

Lorsqu'elle recrute des jeunes en CDD et en apprentissage. Ce n'est pas plus que ce qu'elle avait prévu.

Les jeunes embauchés en CDI sont loin de compenser tous les départs.

C'EST MATHEMATIQUE

Si la direction recrutait autant qu'elle veut bien le dire, ce ne serait pas un bâtiment entier comme les T4 que l'on fermerait, mais une Terrasses 7 que l'on construirait !

UNE HISTOIRE D'AMOUR

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi se traduit par des exonérations de charges sociales, mais pas par des créations d'emplois.

C'est tout bénéf, car c'est un crédit de 6% sur les salaires ne dépassant pas 2,5 fois le Smic, (3613,45 € brut).

Valls fait semblant d'exiger des contreparties au CICE aux patrons du CAC 40, mais c'est donnant-donnant. Il organise leur communication pendant que les patrons organisent la publicité du ministre !

IDEES NEUVES OU VIEUX REVES

Le président du Medef réclame le droit pour les patrons de pouvoir licencier sans fournir de motif, comme la loi les y oblige actuellement. Selon Gattaz, les patrons craignant de « se retrouver devant les prudhommes s'ils rompent le contrat, c'est un des principaux freins à l'embauche ».

L'obligation de motiver un licenciement n'empêche pas de licencier. Si le Medef obtient ce qu'il demande, il n'y aura pas davantage d'embauches. Mais encore plus de licenciements.

UNE SOCIETE D'INEGALITES

Selon un rapport de l'ONG Oxfam sur les inégalités dans le monde, les 85 personnes les plus riches détiennent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Le nombre de milliardaires a pratiquement doublé depuis le début de la crise financière.

En France l'évolution est la même : les 1 % les plus riches possèdent autant que les 70 % les plus pauvres. Les fortunes cumulées des familles Bettencourt et Arnault représentent autant que ce que possèdent les 20 % des français les plus pauvres.

Décidément, ce n'est pas la crise pour tout le monde.

MEETING REGION PARISIENNE

Avec Olivier BESANCENOT

Jeudi 13 Novembre 2014

Gymnase Bidassoa

25 rue de la Bidassoa Paris 20e - Métro Gambetta.
